

Question n°3 : vers quel type d'égalité l'école doit-elle tendre ?

A partir du constat que l'école républicaine a toujours eu comme ambition d'offrir à tous une égalité de chances quelle que soit leur origine sociale, leurs performances scolaires, leur sexe ... à travers certaines mesures comme la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans, le collège unique, la diversification des voies de réussite..., et que malgré des avancées dans ce sens des inégalités persistent au regard notamment des résultats aux baccalauréats, la question est posée de savoir vers quel type d'égalité l'école doit tendre et comment ?

Pour répondre à cette question, il a été rappelé que l'école ne pouvait à elle seule résoudre un certain nombre de problèmes liés à la société d'aujourd'hui et à ses composantes et qui sont source de nombreuses inégalités.

Corriger les inégalités, donner à chacun une culture générale et le goût d'apprendre, c'est tout d'abord maintenir la gratuité, la laïcité, la carte scolaire et la sectorisation pour une mixité sociale et culturelle, les programmes nationaux (avec un socle commun et une certaine autonomie en cas de décentralisation, la notion de discrimination positive avec les ZEP. C'est également prendre en compte les problèmes sociaux, familiaux et culturels, les problèmes territoriaux (l'offre de formation n'étant pas égale sur tout le territoire), les moyens disponibles, jugés insuffisants, mal utilisés, peu diversifiés. C'est prendre en charge l'hétérogénéité des élèves dans le cadre du collège unique.

L'accord se fait pour reconnaître la difficulté de répondre aux besoins de tous les élèves dont le nombre est jugé trop élevé dans des classes au niveau trop hétérogène, avec de plus le sentiment que le nombre d'élèves en difficulté va croissant. Les difficultés de certains élèves relèvent de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture et devraient être repérés dès l'école maternelle pour les aider à progresser à leur rythme tout au long de leur scolarité.

La relation enseignant-élève peut jouer dans la réussite des élèves mais il est difficile de l'instaurer avec trop d'élèves dans les classes. Les compétences hors scolaires, les fragilités singulières de chacun devraient pouvoir être prises en considération. Les enseignants doivent être à l'écoute des élèves et veiller à ne pas les décourager.

Le collège unique et son niveau d'exigence devrait être maintenu avec l'introduction d'une certaine souplesse par le choix d'options qui valoriseraient les élèves. Le collège, surtout s'il est en ZEP, doit s'ouvrir vers l'extérieur, proposer des activités extra-scolaires sur la base du volontariat.

il faut développer l'accueil des élèves à l'entrée en maternelle avec des effectifs moins chargés qu'actuellement pour lutter contre les inégalités de départ.

L'orientation peut être un vecteur d'égalité mais elle est perçue comme trop rigide, s'effectuant par l'échec, pas toujours cohérente avec le niveau des élèves d'où une remise en cause de la fluidité des parcours d'élèves. On constate que la filière technique industrielle a une mauvaise image auprès des jeunes et de leurs familles, que certaines spécialités sont sinistrées alors que les perspectives d'emploi sont positives et au regard du désintérêt particulier des filles pour celles-ci que filles et garçons ne sont pas égaux dans leurs choix d'orientation.

L'orientation des élèves doit se faire en reconnaissant les capacités différentes de chacun pour les mener là où ils souhaitent aller, bac ou pas bac. Il faut donc les aider à construire leur projet professionnel et ce dès le collège.

Propositions : la création de classes passerelles qui permettraient un changement d'orientation pendant la scolarité, des options ou voies d'orientation au sein du collège, ainsi qu'une amélioration de l'information sur les filières de formation et leur représentation.

Question n°8 : comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Deux constats :

- depuis 1996 on observe une stagnation du taux de passage en seconde et une baisse du taux de réussite au baccalauréat, surtout dans la filière générale, ce qui laisse entrevoir des inquiétudes pour l'avenir par rapport aux besoins de notre société.

- depuis la loi d'orientation de 1989 tous les élèves devraient avoir un niveau minimum de qualification de niveau V, or 7% de la population scolaire sort du système scolaire sans diplôme. Pourtant, le diplôme est nécessaire pour trouver un emploi.

Le travail individuel.

Constats :

- d'eux-mêmes les élèves ne travaillent guère : manque d'habitude ou de sens ?
- le travail à faire à la maison est ressenti comme une contrainte ;
- or ce travail est nécessaire pour un retour à l'enseignant de ce qui n'a pas été compris en cours. Par ailleurs, la mémorisation de données simples est indispensable et passe par un travail individuel ;
- il n'y a aucune organisation du travail pour les élèves qui entrent en 6^{ème}. Ils sont perdus et n'arrivent pas à gérer la multiplicité des matières et les devoirs demandés ;
- rupture trop importante entre le premier et le second degré ;
- les élèves les plus en difficulté ne sont pas suivis chez eux. Ils devraient quitter le collège avec les devoirs faits.

Propositions.

- commencer l'apprentissage du travail à la maison dès l'école primaire ;
- impliquer les familles pour qu'elles suivent davantage le travail scolaire de leurs enfants et aident à redonner du sens au travail personnel.
- créer des études du soir pour les élèves qui n'ont aucune aide extérieure ;
- alléger les classes de 6^{ème} (16 à 18) pour redonner des habitudes de travail et permettre une aide plus individualisée.

Temps scolaire et programmes.

Constats :

- journée scolaire trop longue ;
- emplois du temps trop chargés ;
- programmes trop lourds.

Propositions :

- durée des cours réduite à 45 minutes (mais cela pose un problème pour les élèves lents à démarrer un travail) ;
- revoir vraiment les rythmes scolaires (durée de la journée ; vacances...) ;
- alléger les programmes.

Doublement.

Constats :

- des études font apparaître son peu d'efficacité surtout pour les élèves les plus en difficulté ;
- le passage quasi automatique est par ailleurs vécu comme une injustice par les élèves qui ont travaillé : pourquoi se fatiguer à travailler puisque ceux qui ne font rien passent ?
- le doublement est généralement perçu comme une sanction.

Propositions.

- ne le proposer qu'à des élèves qui peuvent en tirer profit réellement ;

- travail commun entre l'établissement et la famille pour qu'il n'apparaisse plus comme une sanction ;
- ou mieux, le supprimer, pour recourir plutôt à des groupes de rattrapage en fonction des besoins.

La motivation : les IDD.

Constats.

- trop ludiques mais passionnants ;
- tout le monde ne fait pas la même chose ce qui nécessite une reprise dans le groupe classe ;
- l'amputation des horaires de certaines disciplines est très mal perçue ;
- ils donnent des pistes pédagogiques intéressantes pour la motivation des élèves ;
- il faut trouver un moyen de garder le travail en équipe et interdisciplinaire sans pénaliser les matières fondamentales.

Propositions.

- les IDD ne doivent pas se substituer à des heures matières ;
- le groupe classe semble préférable.

Question n°10 : comment organiser et améliorer l'orientation des élèves.

Mots clés : passerelles ; connaissance des voies de formation ; connaissance du monde du travail.

Constat.

On demande aux élèves de construire leur projet de formation quand ils ne sont pas capables de le faire, quand ils réalisent en fin de 3^{ème} qu'ils vont être soumis à l'orientation, ou quand des portes leur sont déjà fermées.

Le poids de l'image sociale sur les formations conduit à la dévalorisation de la représentation de l'élève qu'il se fait de lui-même par rapport au choix des filières considérées comme hiérarchiquement inférieures.

Comment prendre en compte le déficit d'informations sur l'orientation des enseignants et des parents pour qu'ils puissent le prendre en charge et s'y impliquer ?

N'y a-t-il pas un décalage entre ce qui est enseigné par l'éducation nationale et la réalité de l'attente des acquis et pré-requis du monde professionnel ?

Comment faire valoir et connaître les passerelles offertes par les formations en apprentissage et celles des entreprises (validation des acquis professionnels) ?

Points d'accord.

Des élèves de 15/16 ans ne veulent plus rester au collège.

Education à l'orientation souhaitable dès le début du cycle central.

Intégrer dans son enseignement disciplinaire une aide à l'orientation (découverte de l'entreprise...).

Faire découvrir les métiers à tous les élèves de 4^{ème}.

Le départ vers l'apprentissage reste très minoritaire en raison des difficultés à trouver un employeur.

Nécessité de relier la formation initiale à la formation continue.

Nécessité de transformer les représentations négatives de l'orientation après l'échec.

Importance de la pédagogie de projet.

Points de désaccord.

L'apprentissage est souvent une culture familiale.

Danger de revenir dans le cadre de l'apprentissage à une orientation à 14 ans très limitative, notamment s'il faut changer de voie professionnelle.

Eviter l'exploitation du jeune par le monde du travail.

Question n°16 : quelles relations établir entre les membres de la communauté éducative-en particulier entre parents et professeurs et entre professeurs et élèves ?

Parents-professeurs.

Une partie de ces relations est définie par des dispositions statutaires qui créent des instances officielles (conseil d'administration...).

La participation des familles n'en reste pas moins très inégale d'un établissement à l'autre, en fonction de l'origine sociale.

Dans le premier degré, le rôle des familles est plus consultatif. Celles-ci sont mieux représentées dans le second degré, mais les horaires auxquels les réunions se tiennent sont un obstacle conséquent à une participation importante.

Proposition : un statut du parent délégué qui permettrait d'obtenir des employeurs une autorisation d'absence pour participer aux différentes instances.

La redéfinition de la composition de certaines instances (conseil de discipline par exemple) inquiète les parents quant à la volonté réelle de les faire participer.

Le constat général est fait qu'il est difficile d'amener tous les parents à venir au collège pour suivre les différents aspects de la scolarité de leurs enfants et s'informer sur les spécificités de la scolarité au collège, par exemple.

Proposition : les réunions destinées aux parents doivent intervenir tôt dans l'année scolaire et privilégier les contacts les plus personnalisés possibles par l'intermédiaire privilégié du professeur principal. Concrètement parlant, il est indispensable que l'architecture des bâtiments permettent la réception des familles, d'une part en collectif (réunions par niveau), d'autre part en individuel (petites salles de réception).

Il est également soulagé qu'il est de la responsabilité des familles de solliciter des rencontres en cas de besoin.

Proposition : pourquoi ne pas recourir à un professeur tuteur pour un nombre limité d'élèves, avec un contact (mensuel ?) avec les parents ?

Ces nécessités ne seront vraiment prises en compte que si la formation des futurs enseignants les intègre réellement.

Suggestion : chaque établissement devrait mettre en œuvre un bulletin d'information en fin de trimestre qui serait adressé aux familles.

Professeurs-élèves.

L'accord se fait pour dire que le maître-mot c'est « respect », à condition qu'il soit mutuel.

Cela passe par un travail approfondi sur le règlement intérieur afin de faciliter sa mise en œuvre.

La nécessité d'une ouverture sur des activités associatives est rappelée afin de ne pas se limiter à des relations convenues et très hiérarchisées.

Proposition : augmenter les opérations du type « école ouverte » pendant les petites vacances pour que les élèves (et les familles) s'identifient davantage à leur établissement.